

La social- démocratie, entre crises et mutations

Fabien Escalona

La social-démocratie, entre crises et mutations

Fabien Escalona

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	7
De la crise révisionniste à « l'âge d'or » de l'après-guerre	11
La crise révisionniste	12
La Première Guerre mondiale et ses conséquences	15
La période contrastée de l'entre-deux-guerres	20
Les Trente Glorieuses : le véritable âge d'or social-démocrate ?	28
De crises en mutations : un premier bilan	31
De la crise des années 1970-1980 à la crise actuelle : heurs et malheurs des reconversions sociales-démocrates	37
La fin d'une domination	37
La crise des années 1970 : la dimension économique	39
La crise des années 1970 : la dimension « sociétale »	45
Les socialismes d'Europe du Sud : un âge d'or méditerranéen ou la garde avancée d'une « nouvelle social-démocratie » ?	48
Avantages et coûts des « reconversions partisanses » de la social-démocratie	52

Fabien Escalona est doctorant en science politique, allocataire de recherche au laboratoire Pacte-PO (IEP de Grenoble). Ses recherches portent essentiellement sur la social-démocratie, mais le conduisent aussi à s'intéresser à la gauche radicale et aux pensées critiques.

La social-démocratie à l'épreuve	65
Face à la crise financière	65
Face à la crise écologique	77
Conclusion	83

AVANT-PROPOS

En 2010, le jury du Prix de la Fondation Jean-Jaurès a fait le choix de ne pas désigner de lauréat unique, et a salué les qualités et l'intérêt particulier de trois mémoires de Master 2, dont celui de Fabien Escalona, « Qu'est-ce que la crise de la social-démocratie ? », soutenu en juin 2010 à l'Institut d'études politiques de Grenoble, sous la direction de Pierre Martin.

*La social-démocratie est plus qu'un parti
chargé d'administrer la société.
Notre tâche est bien plus de la transformer.*
Olof Palme

INTRODUCTION

Cet essai, consacré à la trajectoire historique et aux défis de la famille sociale-démocrate, s'inspire largement d'un mémoire d'études intitulé « Qu'est-ce que la crise de la social-démocratie ? »¹. Parmi les voies explorées pour répondre à ce questionnement figurait en bonne place le repérage des moments de « crise générale » de la social-démocratie dans le passé, afin de comprendre à la fois leur logique respective, mais aussi leur enchaînement et leur articulation jusqu'à la crise actuelle. Cette démarche, qui guide aussi le propos de cet essai, trouve sa justification et sa source théoriques dans l'institutionnalisme historique et

1. Fabien Escalona, « Qu'est-ce que la crise de la social-démocratie ? », mémoire de Master sous la direction de Pierre Martin, IEP de Grenoble, juin 2010.

dans son concept clé de « sentier de dépendance ». Derrière cette expression sans doute obscure pour la majorité des lecteurs, se cache une notion importante pour qui se préoccupe du destin d'une organisation, de sa nature et de ses marges de manœuvre. Elle signifie en effet que la trajectoire historique de cette organisation (et ici ce sont les partis qui nous intéressent) est façonnée par des chemins singuliers empruntés au moment de « phases critiques ». Ces moments de bifurcations ont bien sûr leur part d'imprévisibilité, mais leur accumulation au fil du temps acquiert un caractère de plus en plus déterminant, en enserrant peu à peu l'organisation dans une voie élargée de toutes les alternatives précédemment rejetées. Un tel retour sur les « phases critiques » de la social-démocratie européenne représente un bon moyen d'interroger son identité et de penser autrement les défis contemporains qu'elle doit relever.

Une autre méthode d'investigation a consisté à confronter à la littérature scientifique un corpus d'articles des grands quotidiens nationaux, permettant de mettre en évidence les

différentes thèses produites sur les raisons et la nature de la crise actuelle de la social-démocratie. De cette démarche, nous ne retiendrons ici que les principales conclusions obtenues, dans la mesure où une véritable cartographie des analyses de la crise supposerait de nombreuses citations et mises en contexte qui dilueraient le propos.

Enfin, une troisième manière d'appréhender la crise de la social-démocratie fut de se demander « de quoi elle pouvait être le nom » : une agonie de la social-démocratie ?² Le reflet d'une crise de la gauche dans son ensemble ? Ou de celle des partis de gouvernement ? De cette réflexion, nous conclûmes que *relativement* à leurs concurrents et adversaires, les partis sociaux-démocrates souffraient davantage et subissaient donc bien une crise leur étant spécifique, à la fois électorale, de projet et identitaire.

Après avoir indiqué de quelle « matrice » d'analyse est issu le présent essai, il reste à en préciser l'objectif : fournir au

2. Fabien Escalona, « La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ? », Notes de la Fondation Jean-Jaurès - Observatoire de la social-démocratie, février 2011.

lecteur citoyen des repères quant à la façon dont s'est forgée et modifiée l'identité sociale-démocrate au cours de son siècle d'existence. Corrélativement, il s'agit de proposer des clés de compréhension des atouts et des difficultés de cette famille partisane dans le contexte actuel de grande crise financière et de contraintes écologiques croissantes. Le fil conducteur de l'analyse réside dans les mutations révélées ou engendrées par les moments de crise et de succès de la social-démocratie. Trois périodes se dessinent, la première allant de la naissance de cette force politique à son supposé « âge d'or ». Viennent ensuite les différents « chocs » qu'elle eût à connaître à partir du milieu des années 1970. Enfin, la situation actuelle de la famille sociale-démocrate est l'occasion d'une mise à l'épreuve des mutations engagées au fil du temps.

DE LA CRISE RÉVISIONNISTE À « L'ÂGE D'OR » DE L'APRÈS-GUERRE

Les partis nationaux qui composent la social-démocratie peuvent être classés en différents groupes, notamment selon leur structuration organisationnelle et leurs rapports à l'idéologie marxiste et à la religion. On peut ainsi distinguer le travaillisme britannique, le modèle social-démocrate d'Europe du Centre et du Nord, les socialismes d'Europe du Sud³... Cependant, nés entre 1870 et 1914, ces partis forment bien une famille politique, constituée sur une ligne de clivage issue de la révolution industrielle. De nature socio-économique, elle opposait schématiquement les « possédants » et les travailleurs. La défense des intérêts de ces derniers constitue la caractéristique originelle distinctive de la famille sociale-démocrate.

C'est en fonction de ce projet fondateur que les partis sociaux-démocrates se rejoignaient en effet dans la défense

3. Cf. Daniel-Louis Seiler, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Ellipses, Paris, 2003, pp. 125-130.

du suffrage universel et des revendications propres au mouvement ouvrier : salaire minimum, pensions de retraites, réduction du temps de travail... Ils furent ainsi les médiateurs historiques de la question sociale. La Deuxième Internationale, fondée en 1889 sous l'impulsion du Parti social-démocrate allemand (SPD), rassemblait d'ailleurs la plupart des formations socialistes, qui communiaient, au moins formellement, dans le marxisme comme idéologie et dans l'action révolutionnaire comme stratégie de conquête du pouvoir. La réalité était néanmoins déjà plus nuancée, quand intervint une crise interne provoquée par les thèses d'Eduard Bernstein, un responsable socialiste allemand de premier plan à la fin des années 1890.

La crise révisionniste

Le terme de « crise révisionniste » renvoie au fait que, pour la première fois, est défendu théoriquement l'abandon de la voie révolutionnaire. Et cela au moyen d'un ébranlement sérieux de l'orthodoxie marxiste. Bernstein pointe en effet

l'échec des prédictions de Marx quant à l'évolution du capitalisme : le prolétariat ne devient pas de plus en plus misérable, les classes moyennes ne se prolétarisent pas mais se développent, la concentration croissante des entreprises est discutable...

En plus de refuser une conception déterministe du devenir historique, Bernstein remet en cause le matérialisme qui lui est associé. L'économie n'est pas pour lui le seul facteur qui importe, au contraire le socialisme doit aussi être éthique et prêter attention aux effets de la morale et du droit. Or, le droit est produit par l'Etat, et plus cet Etat sera démocratique, plus le droit qu'il produira se révélera favorable à la classe ouvrière. Il n'est donc pas voué à ne servir que les intérêts de la classe dominante qu'est la bourgeoisie. C'est pourquoi Bernstein propose d'abandonner le langage révolutionnaire et d'assumer une pratique réformiste. Si l'objectif ultime d'un système socialiste et non plus capitaliste doit être conservé par les sociaux-démocrates, la stratégie pour l'atteindre ne doit plus passer par une révolution violente, mais plutôt par la

conquête progressive et croissante de droits politiques et sociaux *au sein* des institutions existantes.

Même si les tenants de la voie « insurrectionniste » reviendront en force à l'occasion de la Première Guerre mondiale et de ses conséquences, la crise révisionniste n'a fait que révéler le caractère pragmatique et réformiste des partis sociaux-démocrates, qui existait déjà dans les faits. Coupable de mettre à bas un édifice doctrinal supposé octroyer au socialisme une dimension « scientifique », le drame de Bernstein fut donc d'avoir été à la fois trop lucide quant à la nature réelle de la social-démocratie et trop précurseur dans sa volonté de « moderniser » le discours. De fait, ses conceptions auront de l'avenir : premièrement parce qu'il préconisait l'intégration du parti dans les institutions politiques existantes ; deuxièmement parce que sa critique du marxisme pour des progrès *ici et maintenant* a contribué à légitimer un certain accommodement au système économique capitaliste, dans la mesure où son relatif contrôle permettait de réaliser des progrès en faveur des classes laborieuses.

L'historien Michel Winock fait ainsi le lien entre les thèses de Bernstein et le chemin progressif du SPD vers l'abandon de la lutte des classes, officialisé au congrès de Bad Godesberg en 1959. « Point d'aboutissement d'une longue évolution » depuis la crise révisionniste, ce congrès fut selon lui symbolique d'une part de la réalité sociale-démocrate : « on ne parle plus de rupture avec le capitalisme »⁴.

La Première Guerre mondiale et ses conséquences

Si la crise révisionniste est un point de repère important dans l'histoire de la social-démocratie, la Première Guerre mondiale eut des conséquences immédiates bien plus lourdes et tout aussi durables. En l'occurrence, il s'agit bien d'une crise générale de la social-démocratie, qui se manifesta par l'échec de l'Internationale à empêcher la boucherie inaugurale du XX^{ème} siècle, dont les masses ouvrières paieront le prix fort sur le champ de bataille. Tous ses congrès depuis Stuttgart (1907) avaient pourtant été

4. Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 114.

marqués par l'adoption de motions appelant à éviter la guerre à tout prix. Non seulement cela n'empêcha pas les déclarations de guerre mais surtout l'essentiel des partis socialistes et sociaux-démocrates acceptèrent de se ranger sous la bannière de la « défense nationale » dans leurs pays respectifs. Ce qui signifiait concrètement la trêve sociale, le vote des crédits de guerre, voire la participation à des gouvernements d'Union nationale comme en France, en Angleterre et en Belgique.

L'échec de l'Internationale est bien sûr à imputer à l'absence de stratégie commune face à la guerre. Mais plus profondément, il révèle que les partis sociaux-démocrates n'ont pas su articuler le principe de lutte des classes (au cœur de l'internationalisme prolétarien qu'ils revendiquaient) à la question nationale. En effet, la plupart des socialistes étaient *aussi* patriotes : cela s'explique par le poids des cultures nationales, mais aussi parce que la plupart des luttes et des conquêtes du mouvement ouvrier s'étaient déployées dans le cadre de l'Etat-nation. Or, cet attachement à la patrie s'avéra plus fort que la lutte des

classes internationale, à laquelle l'action des partis nationaux devait être subordonnée.

La première conséquence de la Première Guerre mondiale fut d'ailleurs une division du mouvement ouvrier sur cette question, qui allait se révéler durable. Les hécatombes et le degré inédit de violence atteints par le conflit contribuèrent ainsi à renforcer progressivement un courant pacifiste, à côté de la tendance « sociale-patriote » majoritaire en 1914. Une lutte entre différentes factions aboutit à la fondation en 1919 de l'Internationale communiste, par un Lénine fort du déclenchement de la Révolution d'Octobre en Russie. Durant quatre années, les partis du mouvement ouvrier se divisèrent entre cette Troisième Internationale dominée par les bolcheviks et leurs partisans, une mouvance ayant supporté jusqu'au bout l'Union sacrée et entendant restaurer la Deuxième Internationale et enfin une mouvance « centriste », refusant à la fois le réformisme de compromis avec les partis bourgeois et le communisme de la dictature du prolétariat. Après avoir tenté en vain la voie de la réconciliation, l'Internationale du

centre finit par fusionner en 1923 avec les réformistes, pour constituer l'Internationale ouvrière socialiste (IOS)⁵. Si le paysage en fut clarifié, le mouvement ouvrier n'en fut pas moins durablement affecté.

La Première Guerre mondiale entraîna deux autres conséquences majeures pour la social-démocratie, allant dans le sens des préconisations de Bernstein. D'une part, les politiques d'Union sacrée accélérèrent l'intégration des partis sociaux-démocrates dans les régimes politiques représentatifs. Il s'agit certes de l'approfondissement d'un processus déjà en cours. Mais les politiques d'Union sacrée, soit par le vote des crédits militaires soit par la participation au gouvernement, ont contribué de façon décisive à rompre l'isolement des sociaux-démocrates par rapport aux partis « bourgeois » du spectre politique. D'autre part, cette « normalisation » de la social-démocratie s'accompagna d'une évolution du rapport à l'État, qui tient aussi au fait

5. Sur l'histoire des Internationales, consulter Octavio Rodriguez-Araujo [2002], *Gauches et gauchismes, de la première Internationale à Porto Alegre*, Paris, L'Atalante, 2004, pp. 126-190.

que les circonstances de la guerre ont prouvé qu'une certaine planification économique était possible depuis les instances gouvernementales. En un mot, la voie de la gestion sans remise en cause radicale du système capitaliste a été ouverte⁶.

Dans les deux cas, ces tendances contredirent les espoirs que Rosa Luxemburg exprimait en 1917 dans une brochure intitulée « La crise de la social-démocratie ». Elle y fustigeait la capitulation de la social-démocratie internationale face à la guerre, l'accusant d'avoir sacrifié la solidarité du prolétariat sur l'autel de l'impérialisme, sous des prétextes fallacieux d'union nationale. Ses mots sont durs contre une force qui a selon elle gravement failli, d'abord parce qu'elle a renoncé à ses valeurs et à ses engagements, ensuite parce que sa passivité a ruiné le travail de « quarante années du socialisme européen ». D'où son appel à une nouvelle Internationale, ainsi qu'à des principes cor-

6. Cf. Donald Sassoon, « Socialists in the twentieth century : a historical reflection », in John Callaghan et Ilaria Favretto (dir.), *Transitions in social democracy: cultural and ideological problems of the golden age*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2006.

respondant au monde évanoui de l'internationalisme prolétarien. En effet, Rosa Luxemburg considère que l'Internationale doit être un centre de gravité décisionnel et que l'action parlementaire doit être subordonnée au principe de la lutte des classes, prolétariat contre bourgeoisie. Or, nous l'avons vu, les stratégies nationales seront désormais prééminentes et les partis sociaux-démocrates ne déploieront leur action que dans le respect de la logique des démocraties libérales.

La période contrastée de l'entre-deux-guerres

Les années de l'entre-deux-guerres ne sont pas considérées comme une période faste pour la social-démocratie européenne. Cela se comprend aisément : dans les années 1920, de nombreuses expériences gouvernementales furent marquées par l'échec. En Scandinavie et aux Pays-Bas, les gouvernements furent incapables de vaincre les difficultés économiques et de faire face à l'inflation. En Allemagne, la crise politique et économique (hyperinflation) rejeta la social-démocratie dans l'opposition de 1923

à 1928. En Autriche, les sociaux-démocrates ne revinrent pas au pouvoir à l'échelon national après leur échec de 1920. Quant aux travaillistes anglais, ils ne gouvernèrent que quelques mois en 1923, en menant une politique de... rigueur ! Toutefois, ce sont surtout les années 1930 qui peuvent être considérées comme le second moment de « crise générale » de la social-démocratie : celle de l'impuissance face à la crise économique et à la montée des fascismes.

Pour expliquer la première, il faut souligner que les sociaux-démocrates conservaient l'idée que socialisme et capitalisme représentaient deux systèmes de nature différente, dont les principes de gestion ne pouvaient se mêler. Bien qu'assumant leurs responsabilités s'ils bénéficiaient d'une majorité parlementaire, ils se pliaient donc à une certaine orthodoxie économique lorsqu'il s'agissait de gouverner dans un cadre capitaliste. Tout en tentant de mettre en œuvre des politiques sociales, ils restaient par conséquent prisonniers des dogmes déflationniste et libre-échangiste : « ne voulant pas appliquer le modèle

marxiste, [ils] ne mirent en œuvre qu'une variante du modèle libéral »⁷. Incapables de se saisir de la fenêtre d'opportunité ouverte par la crise d'un système économique qu'ils pourfendaient pourtant, les sociaux-démocrates assistèrent impuissants au déploiement de ses conséquences sociales et politiques ravageuses.

Leur faillite la plus spectaculaire fut cependant un nouvel échec face à la guerre et plus largement face à la montée des fascismes. Certes, il est difficile de leur jeter l'anathème au vu de l'attitude ambiguë des communistes ou des droites conservatrices. Il est frappant toutefois d'observer à quel point l'Internationale semble rejouer les mêmes scènes velléitaires d'avant 1914. Des proclamations en faveur de la paix et contre la guerre ont beau être formulées, elles n'entraînent pas de stratégie commune et adaptée. Et pour cause, tant la nature de la menace fasciste ne parvient pas à être appréhendée correctement, notamment en raison d'un économisme persistant. En

7. Alain Bergounioux, et Gérard Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^{ème} siècle*, Paris, de Fallois, 1996, p. 141.

Allemagne, outre ses propres errements, le SPD fut desservi par l'existence d'un Parti communiste puissant, qui fustigeait en lui les « sociaux-traîtres » et tirait à boulets rouges contre la République de Weimar. On le voit, les conséquences de la division du mouvement ouvrier ne furent pas anodines... Le SPD fut dissout en 1933, tandis que la social-démocratie autrichienne fut elle aussi rayée de la carte l'année suivante, malgré ses tentatives de préparation d'une résistance militaire. De leur côté, les socialistes français et espagnols participèrent ensuite à des Fronts populaires qui se révélèrent problématiques quant à la coexistence avec les communistes et quant aux convictions pacifistes qui animaient certains courants. En Europe du Nord, le choix fut fait de la neutralité, voire, comme au Danemark, de la collaboration avec l'occupant nazi. Seuls les travaillistes anglais émergèrent de ce naufrage.

Pour autant, une vision bien plus contrastée de cette période devrait s'imposer. En effet, après la Première Guerre mondiale et le collapse des Empires, la social-démocratie des années 1920 améliora ses positions

électorales, parvint à former des gouvernements et surtout fut en position de participer à l'édification démocratique de nouveaux régimes⁸. De plus, son échec économique global ne doit pas occulter de réelles avancées pour les travailleurs. Les sociaux-démocrates autrichiens participèrent ainsi à la construction de la démocratie, et mirent en œuvre (en deux années seulement) une législation sociale impressionnante : droit du travail, allocation-chômage, réduction du temps de travail, congés payés... En Allemagne, le SPD participa à doter la constitution de la République de Weimar d'un certain nombre de dispositions d'inspiration sociale-démocrate, comme la reconnaissance d'une série de droits sociaux et l'établissement d'un mécanisme institutionnel de collaboration entre ouvriers et entrepreneurs (même s'il ne se concrétisa guère en raison des multiples crises affectant le régime).

Plus largement, Bernard Manin souligne à quel point les années 1920 ont représenté un saut qualitatif dans le rap-

8. Sheri Berman, *The Social Democratic Moment: Ideas and Politics in the Making of Interwar Europe*, Harvard, Harvard University Press, 1998.

port de la social-démocratie au régime représentatif. Bien sûr, les partis socialistes pensent toujours qu'ils ont une vocation révolutionnaire, mais ils ont renoncé à l'idée selon laquelle, une fois la majorité politique obtenue, le programme entier serait mis en œuvre et imposé, jusqu'à la collectivisation des moyens de production qui figurait encore dans leurs objectifs. « Sous des formes diverses, le gradualisme s'impose dans tous les partis sociaux-démocrates »⁹.

De saut qualitatif dans un sens réformiste, il fut aussi question dans le domaine économique, même si sa traduction gouvernementale se limita à l'Europe du Nord. La littérature scientifique fait en effet grand cas de l'expérience suédoise des années 1930. Pourtant, comme l'a montré Mario Telò, cette expérience et son succès « seraient inexplicables si [ils] étaient déracinés de l'histoire du socialisme européen dans son ensemble »¹⁰. La décennie

9. Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989, p.35.

10. Mario Telò, *Le New Deal européen. La pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 1988.

1930 fut en effet une période de mutation théorique et programmatique de la social-démocratie en général, durant laquelle elle se dota d'une conception globale et spécifique de l'économie. Plusieurs facteurs se conjuguèrent pour empêcher les promoteurs de cette mutation de la concrétiser lors d'expériences gouvernementales. Selon Sheri Berman, cela s'explique dans le cas allemand par le fait que le SPD considérait l'idéologie marxiste de façon bien plus dogmatique que le Parti socialiste ouvrier (SAP) et contrairement à lui n'avait pas suffisamment pensé son rapport à la réforme et aux groupes sociaux « non-prolétaires »¹¹.

Néanmoins, à travers l'Europe toute entière, de nombreux socialistes minoritaires, des économistes et des syndicalistes participèrent à élaborer une alternative à l'épuisement du libéralisme économique orthodoxe, possible à mettre en œuvre dans un cadre national et capitaliste. Ce renouvellement programmatique aboutit par exemple à la conception de Plans du travail, adoptés par plusieurs orga-

11. Sheri Berman, *op.cit.*, pp. 8-13.

nisations politiques ou syndicales sociales-démocrates. En Suède, il conduisit sous l'influence de l'économiste Myrdal à une politique contra-cyclique, consistant à accepter l'idée de déficit public pour relancer le marché intérieur et jeter les bases de l'Etat social. Le gouvernement social-démocrate, qui œuvra aussi à institutionnaliser les négociations entre syndicats et patronat, fut récompensé de sa politique dans les urnes. En 1940, il rassemblait plus de la moitié des suffrages !

A ce tableau, il faut ajouter l'immense apport théorique de Keynes. De fait, avec sa *Théorie générale* en 1936, cet économiste britannique contribua à remettre en cause l'orthodoxie libérale et à légitimer des politiques de « reflation », impliquant l'intervention de l'Etat dans l'économie et son usage des outils budgétaire et monétaire¹². Au point que certains ont pu parler d'un projet « social-démocrate / keynésien », caractéristique de la nouvelle identité sociale-démocrate de l'après-guerre.

12. Pour une approche érudite et complète de la pensée de Keynes et de sa personnalité, cf. Gilles Dostaler, *Keynes et ses combats*, Paris, Albin Michel, 2005.

Les Trente Glorieuses : le véritable âge d'or social-démocrate ?

« *Golden Age* », « *Golden era* », « *Glory days* »... les qualificatifs tous plus mélioratifs les uns que les autres fourmillent pour qualifier l'ère sociale-démocrate qui serait advenue après-guerre, avant de s'achever avec la crise économique des années 1970. Ce « zénith » de la social-démocratie correspondrait donc à celui de l'économie des pays occidentaux, désigné sous le vocable de « Trente Glorieuses » et caractérisé par une période de prospérité sans précédent du monde occidental. Une croissance exceptionnelle ne suffit cependant pas pour parler de succès social-démocrate, à moins de considérer que la Chine actuelle pourrait prétendre à ce label ! Plus sérieusement, si la période 1945-1973 est considérée comme le plus grand moment de réussite de la social-démocratie, c'est parce qu'elle est caractérisée par sa domination intellectuelle, plus encore que par ses succès électoraux.

Electoralement parlant, les années 1950-1960 sont certes celles où la moyenne des suffrages récoltés a été la plus haute de l'histoire de la famille sociale-démocrate. Cela n'a toutefois pas empêché des défaites prolongées, comme celles du *Labour Party* et du SPD durant la décennie 1950. Par ailleurs, en France et en Italie, la gauche de l'échiquier politique était dominée par les partis communistes, tandis qu'au Portugal, en Espagne et en Grèce l'autoritarisme empêchait tout bonnement les socialistes de concourir pour les suffrages des citoyens.

Pour autant, le compromis social de l'après-guerre fut clairement dominé par des caractéristiques sociales-démocrates, y compris lorsque les conservateurs détenaient le pouvoir. Progrès économique et progrès social se rejoignaient et paraissaient en effet découler, au moins partiellement, des « recettes » sociales-démocrates. Le capitalisme restant maîtrisable à l'échelon national, cela favorisait une mise en œuvre avec succès des techniques keynésiennes de régulation de la demande et des compromis trouvés entre syndicats et patronat : des salaires en

progression, une plus grande sécurité de l'emploi et une amélioration des conditions de travail étaient souvent la contrepartie d'efforts accrus pour s'adapter aux changements technologiques et augmenter la productivité. Le capital trouvait son intérêt dans la diffusion du pouvoir d'achat et l'élévation des standards de consommation, qui permettaient d'écouler la production de masse des industries de produits standardisés. Les niveaux élevés de la croissance favorisaient en retour le plein emploi, une redistribution sociale importante et l'extension progressive de l'État social.

Les essais du théoricien britannique C. A. R. Crosland témoignent à quel point « la social-démocratie en action » semblait avoir rempli tous ses objectifs et même remporté une victoire quasi définitive sur la question sociale. De fait, selon Crosland, le rapport de forces avait radicalement et durablement évolué en faveur de la puissance publique (armée des techniques keynésiennes), des syndicats et des managers de l'économie et en défaveur des « possédants ». D'où la perspective jugée crédible d'une éradication

complète de la pauvreté en moins d'une génération¹³. Un nouveau révisionnisme pouvait donc triompher, considérant comme positive l'efficacité productive du système capitaliste, dans la mesure où son cours pouvait être guidé vers des objectifs authentiquement sociaux-démocrates, au moyen de techniques de gouvernement appropriées.

De crises en mutations : un premier bilan

La suite de cette histoire trouve son expression dans la crise des années 1970, mais d'ores et déjà une conclusion émerge de ce détour dans le passé : de crises en mutations, alors qu'ils étaient marxistes, internationalistes et méfiants envers l'État bourgeois, les partis sociaux-démocrates ont suivi un « sentier de dépendance » historique, qui les a conduits à s'intégrer toujours plus dans les régimes représentatifs nationaux et dans le système économique capitaliste. De crises en mutations, trois rapports identitaires de la social-démocratie ont nettement évolué.

13. C.A.R. Crosland, *The Future of socialism*, Londres, Cape, 1956.

Le rapport à l'internationalisme. La crise de la Première Guerre mondiale a été marquée par l'échec de l'Internationale à prévenir le conflit. L'internationalisme prolétarien censé unir les partis sociaux-démocrates face à la menace de la guerre s'est révélé être une fiction. Les partis sociaux-démocrates étaient d'abord et sont restés des partis nationaux. L'acceptation progressive du cadre capitaliste est d'ailleurs cohérente avec leur incapacité relative à agir en tant que mouvement politique international. Dès 1915, Rosa Luxemburg expliquait en quoi l'internationalisme socialiste était la seule stratégie crédible pour lutter contre le capital, « une puissance impersonnelle de grande envergure, [...] qui, dans sa structure même, était taillée à la dimension du monde »¹⁴. Travaillant sur la perte du caractère ouvrier des partis sociaux-démocrates, Serge Denis a consacré plusieurs pages au déclin continu de l'internationalisme. Il observe que, si l'IOS de 1923 se vivait encore comme une organisation capable de fédérer et structurer un mouvement ouvrier à l'échelle internationale,

14. Rosa Luxemburg, *op.cit.*

le « forum mondial » qu'est devenue l'Internationale socialiste depuis sa création en 1951 ne répond clairement pas à cet objectif. Cet abandon d'un projet de parti mondial est à relier à l'inscription devenue exclusive des partis sociaux-démocrates dans les systèmes partisans nationaux : après la Seconde Guerre mondiale, « le cadre de la vie politique nationale non seulement devenait prédominant, [...] mais il représentait dorénavant la référence et la détermination unique »¹⁵.

Le rapport à la démocratie représentative. La crise révisionniste a été un moment important qui a favorisé la tendance historique que nous venons de décrire. Pour Bernstein, lutter pour une démocratie véritable constituait l'objectif le plus important et le plus urgent de la social-démocratie. Les « unions sacrées » de la Première Guerre mondiale ont contribué à briser définitivement l'isolement des sociaux-démocrates par rapport aux partis bourgeois. Ensuite, le nouveau projet social-démocrate / keynésien qui

15. Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003, p. 133.

se forgea dans les ténèbres des années 1930-1940 contribua à doter les sociaux-démocrates d'une politique économique distinctive et efficace, leur permettant d'atteindre une bonne partie de leurs objectifs traditionnels en régulant l'économie depuis l'appareil d'Etat. Outre cet intérêt accru à jouer le jeu électoraliste, il faut aussi noter que l'expérience du totalitarisme fit tomber les dernières réticences vis-à-vis du modèle de la démocratie libérale. Dans les années 1970-1980, ce dernier fut d'ailleurs au cœur du combat mené par les socialistes d'Europe du Sud, parvenant au pouvoir après la chute de régimes autoritaires.

Le rapport au capitalisme. L'acceptation progressive du capitalisme est très fortement liée à cette adhésion de plus en plus forte des sociaux-démocrates à la démocratie libérale. En effet, les sociaux-démocrates ont renoncé à la lutte des classes et à la violence, puis au remplacement brutal du capitalisme une fois la majorité démocratique atteinte. Les idées de Bernstein et l'essor des classes moyennes salariées ont favorisé cette modération,

déterminant l'Internationale socialiste de 1951 à définir le socialisme sans recourir aux principes marxistes et le SPD à affirmer son adhésion à l'économie de marché lors du Congrès extraordinaire de Bad Godesberg en 1959. Même si « Bad Godesberg ne résume pas l'évolution de toute la social-démocratie européenne, [il] a reflété une tendance commune qui a revendiqué l'économie mixte comme valeur positive, pour mener une politique sociale dans une perspective égalitaire »¹⁶.

« Parti de réforme à programme anticapitaliste »¹⁷ dans les années 1920, la social-démocratie a donc rejeté dans un horizon de plus en plus lointain le projet d'une société socialiste. Toutefois, il fut toujours présent, comme en témoigne cette adresse d'Olof Palme à Willy Brandt et Bruno Kreisky, en 1972 : « Il nous appartient à nous, sociaux-démocrates, de formuler la tâche du socialisme démocratique. Si nous n'y parvenons pas, notre société

16. Alain Bergounioux et Bernard Manin, *op.cit.*, p. 69.

17. Gerassimos Moschonas, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 23.

perdra la seule solution de remplacement possible du conservatisme et du capitalisme »¹⁸. S'il ne s'agit que de mots, ils n'en sont pas moins significatifs et tranchent avec ceux que prononcera la social-démocratie triomphante de la fin des années 1990.

18. Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, *La social-démocratie et l'avenir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 37.

DE LA CRISE DES ANNÉES 1970-1980 À LA CRISE ACTUELLE : HEURS ET MALHEURS DES RECONVERSIONS SOCIALES-DÉMOCRATES

La fin d'une domination

Alors que la social-démocratie domine en Europe au début de la décennie 1970, les années qui suivent vont être marquées par une série de défaites électorales ou de « sorties » de coalitions. Pour donner la mesure de la crise qu'ont eu à subir les sociaux-démocrates « classiques » (la décennie 1980 étant plutôt favorable aux socialistes du Sud), on peut ainsi rappeler le rejet dans l'opposition qu'ont connu les Suédois en 1976, les Hollandais en 1977, les Britanniques en 1979, les Norvégiens en 1981, les Allemands en 1982, les Danois en 1983 ou encore les Finlandais en 1987. Si la moyenne des résultats ne s'effondre pas malgré ces pertes de pouvoir, elle marque le pas et subira dès lors une érosion régulière.

Des signes d'un retournement, des indices de la fin d'une domination se repèrent aussi dans l'évolution du débat

intellectuel. Contrastant avec la rhétorique optimiste d'un Crosland, de nombreux articles et ouvrages s'interrogent en effet sur le destin même de la social-démocratie. En 1978, le politologue Alan Wolfe diagnostique une impasse de cette force politique ou du moins n'envisage que de sombres scénarios d'avenir. Selon lui, une ère sociale-démocrate s'achève, où pouvait être offerte une « vision harmonieuse du développement capitaliste »¹⁹. En 1980, l'essayiste François Fejtő pose carrément comme hypothèse le commencement de la fin pour les sociaux-démocrates²⁰. Elle est avalisée par le sociologue Ralf Dahrendorf, qui publie dans *Le Débat* un texte intitulé « L'après-social-démocratie », dans lequel il soutient que cette force politique est épuisée. Jadis force dominante du paysage politique, son « étoile [...] pâlit » et son approche « des problèmes économiques, sociaux, culturels et politiques du moment est à bout de souffle »²¹.

19. Alan Wolfe, « Has Social Democracy a Future ? », *Comparative Politics*, n° 11, octobre 1978.

20. François Fejtő, *La social-démocratie quand même*, Paris, Robert Laffont, 1980.

21. Ralf Dahrendorf, « L'après social-démocratie », *Le Débat*, n° 7, 1980, pp. 18-19.

La crise des années 1970 : la dimension économique

La fin du paradigme keynésien

Parmi les arguments d'un « pronostic vital » posé sur la social-démocratie figure l'ébranlement du paradigme économique keynésien. Pour des raisons historiques, mais aussi parce qu'il permettait d'obtenir des progrès sociaux et de réduire les inégalités, ce dernier était devenu consubstantiel au projet social-démocrate. Si l'interprétation des idées de Keynes et de leur usage peut prêter à débat (il existe différentes écoles se réclamant de ses enseignements), un certain consensus s'était forgé parmi les élites – y compris conservatrices – autour des politiques économiques. L'État intervenait dans la sphère productive, dans le but de maîtriser les fluctuations de l'activité par une action contra-cyclique. En utilisant l'arme budgétaire et l'arme monétaire, il agissait ainsi sur le niveau de la demande, afin d'aboutir au plein emploi ou de calmer les tendances inflationnistes en cas de surchauffe économique.

Toutefois, les politiques keynésiennes déployaient leurs effets dans un système monétaire et financier particulier, issu des accords de Bretton Woods et basé sur la convertibilité or-dollar et la stabilité des taux de changes. C'est ce système, bien éloigné des idées que Keynes défendait à la tête de la délégation britannique, qui se décomposa progressivement jusqu'à la fin de la parité or-dollar (1971) et au passage à des taux de change flottants (1973), déterminés par le « libre » jeu de l'offre et de la demande. Cette transformation structurelle, par les incertitudes et les opportunités financières qu'elle charriait, fut d'ailleurs l'une des origines du développement de la finance de marché. La cohérence entre régulation internationale et régulations keynésiennes nationales était donc brisée, lorsque celles-ci marquèrent leurs propres limites à l'heure de la « stagflation » (soit la combinaison entre croissance atone et montée du niveau général des prix).

Entre 1973 et 1979, les performances sociales-démocrates furent cependant plutôt bonnes en comparaison du reste des pays développés, en particulier en Autriche et en

Allemagne. Ce fut le cas notamment grâce au mécanisme de « *quid pro quo* »²², par lequel les syndicats ont fait accepter à leurs adhérents une austérité salariale en échange d'une politique budgétaire expansionniste. Cependant, le second choc pétrolier orienta de plus en plus *toutes* les politiques économiques en faveur d'une redistribution « orientée vers l'offre », profitant au capital. L'échec des politiques conjoncturelles traditionnelles auxquelles était lié le projet social-démocrate favorisa en effet le succès de l'assaut intellectuel mené contre le keynésianisme par les disciples de Hayek et les monétaristes de Milton Friedman. Peu à peu, un nouveau paradigme néolibéral s'imposait face au paradigme keynésien qui avait été dominant depuis 1945. La cohérence intellectuelle de la social-démocratie en fut ébranlée, ce qui contribua à l'épuisement programmatique des années 1980.

De fait, les sociaux-démocrates ne firent souvent qu'accompagner le mouvement, ralliés de force à une

22. Alain Bergounioux et Bernard Manin, *op.cit.*

nouvelle orthodoxie économique qui ne correspondait pas à leur identité. En Grande-Bretagne et en Allemagne, les gouvernements allèrent jusqu'à s'aliéner le soutien des syndicats. Les travaillistes menés par John Callaghan conduisirent sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI) une politique de rigueur pro-entreprise et anti-inflationniste, qui se heurta au « *winter of discontent* » (l'hiver du mécontentement) de 1978-1979, un mouvement de grèves massives qui contribua à la tension sociale et à la victoire des conservateurs en 1979. Le gouvernement d'Helmut Schmidt ne fut pas conduit jusqu'à une telle confrontation, mais, juste avant que les libéraux ne l'abandonnent en 1982, la Confédération allemande des syndicats (DGB) avait elle aussi lancé des grèves pour protester contre les budgets déflationnistes adoptés en 1980 et 1981. On assista donc à une dégradation du rapport parti-syndicats, pourtant au cœur de la social-démocratie traditionnelle. Cela illustre les lourdes conséquences pour l'identité sociale-démocrate des difficultés rencontrées face à la crise économique.

Des ferments de crise endogènes à « l'ère sociale-démocrate »

Toutefois, si la domination intellectuelle de la social-démocratie a été ébranlée, c'est aussi en raison de tendances issues de la réussite même du projet social-démocrate. En effet, la prospérité économique a favorisé les comportements consuméristes et individualistes. Tout en considérant comme garantis les acquis matériels et sociaux de la « société d'abondance », de nombreux citoyens se sont par conséquent retournés contre l'aspect coûteux, bureaucratique, niveleur et aveugle aux situations individuelles des prestations publiques. La légitimité de l'impôt et de l'État social a donc pu être contestée sur ces bases.

Par ailleurs, l'enrichissement de nombreux ménages eut une autre conséquence, à savoir leur retournement contre l'inflation. Ironie de l'histoire, les patrimoines constitués durant le boom économique l'ont été en partie grâce à un crédit peu onéreux, en raison justement des politiques d'expansion monétaire et de l'inflation. Or, une fois acquis,

la valorisation de ce patrimoine nécessitait au contraire un coût de l'argent plus élevé. Les intérêts de toute une partie de « quadragénaires et quinquagénaires des années 1970-1980 » ont donc coïncidé avec ceux des rentiers, lesquels avaient été particulièrement floués durant les Trente Glorieuses²³. Ce qui a rendu d'autant plus délicate une politique tournée vers les revendications salariales et a au contraire favorisé les mesures d'offre visant à casser la spirale inflationniste.

La prospérité des années d'après-guerre a donc favorisé des évolutions socio-culturelles et économiques qui minèrent le rapport de forces que certains sociaux-démocrates pensaient dominer pour longtemps. Cela s'explique aussi par une confiance exagérée dans la durabilité et le niveau des taux de croissance. Elle eut en effet pour conséquences un certain aveuglement quant à la stabilité du régime d'accumulation fordiste et le délaissement d'un des objectifs originaux de la social-démocratie, à savoir non pas seulement

23. Jacques Généreux [2006], *La Dissociété*, Paris, Le Seuil, 2008, p. 74.

la démocratisation de l'accès à la consommation, mais aussi celle de la sphère productive. En outre, cet attachement à la croissance quantitative ne répondait pas à la montée en puissance d'enjeux qualitatifs.

La crise des années 1970 : la dimension « sociétale »

La notion elle-même de croissance comme « gâteau à partager » est en effet remise en cause par le constat des dégâts produits par la logique productiviste. Le leader suédois Olof Palme écrit en 1972 : « Le temps de la croyance simpliste au progrès est irrémédiablement révolu. L'expérience nous enseigne sans cesse, au contraire, que nos matières premières sont limitées, que la destruction de notre environnement et la modification du climat menacent les conditions fondamentales de la vie humaine »²⁴. La question écologique est un bon exemple d'une mutation centrale des années 1970 : la montée en puissance de problèmes et d'enjeux qualitatifs.

24. Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, *op.cit.*, p. 172.

La naissance et l'essor des partis verts dans les années 1970 et 1980 font en effet partie d'un contexte où apparaissent des « nouveaux mouvements sociaux », porteurs de thématiques originales. La source en est une mutation culturelle (une « révolution silencieuse », selon le sociologue Ronald Inglehart), qui consiste en un déclin des conflits de répartition au profit de revendications « post-matérialistes », portant sur la qualité de vie et le libéralisme culturel et défendues par de nouvelles générations avides de réalisation personnelle, dotées d'un haut niveau d'éducation et élevées dans un contexte de prospérité économique. Cette mutation culturelle traduit donc aussi une mutation de la structure sociale, caractérisée par une relative diminution de la classe ouvrière « traditionnelle » et le développement d'une nouvelle classe moyenne salariée, elle-même divisée entre managers et professionnels socio-culturels.

Les partis sociaux-démocrates ne sont pas épargnés par ces évolutions, dans la mesure où le profil des adhérents change lui aussi, bouleversant des structures organisation-

nelles souvent basées sur la centralité de la classe ouvrière (tout comme l'étaient les propositions programmatiques). D'un côté, les réseaux organisationnels et associatifs liés au parti se désintègrent progressivement, sous le poids d'une culture plus individualiste et de l'incapacité à intégrer les plus jeunes générations. De l'autre, la part des indépendants et des « cols bleus » au sein des adhérents diminue au profit d'employés et de fonctionnaires. Plus nombreux, les seconds disposent aussi de plus de ressources liées à leur éducation pour s'impliquer dans la vie interne et les processus de décision du parti. D'où une certaine déstabilisation des soutiens de ce dernier dans le monde ouvrier.

En résumé, la variable centrale autour de laquelle les sociaux-démocrates s'étaient construits – le clivage « possédants *vs* non-possédants » – décline donc en importance au profit d'autres lignes de conflit, moins centrées sur des enjeux matériels, ce qui impose aux partis sociaux-démocrates une réaction, d'autant plus que leur vie interne en est elle-même affectée.

***Les socialismes d'Europe du Sud :
un âge d'or méditerranéen ou la garde avancée
d'une « nouvelle » social-démocratie ?***

Il importe toutefois de remarquer que ce moment de « crise générale » ne touche pas les partis dits socialistes de l'Europe du Sud, alors que les crises précédentes les avaient aussi concernés. La conquête du pouvoir par les socialistes français, espagnols, portugais et grecs dans les années 1970-1980 contraste fortement avec les défaites que nous avons listées au début de cette seconde partie. Elle s'explique par des « sentiers de dépendance » nationaux et des contextes historiques qui diffèrent de la social-démocratie d'Europe du Centre et du Nord. Toutefois, il serait abusif de parler d'un âge d'or méditerranéen. Si cela peut se défendre en termes électoraux, ce n'est pas le cas en termes de réalisation d'objectifs spécifiquement sociaux-démocrates. N'ayant rien à voir avec une reproduction « en différé » de la période 1945-1973, les succès obtenus en Europe du Sud annoncent plutôt le rapprochement des branches sociale-démocrate et socialiste,

sur la base d'une convergence entre organisations partisans et politiques économiques assez peu originales.

D'une part, les succès obtenus au Sud sont le fruit d'un type de parti délesté des traits classiques de la social-démocratie. Le rôle prépondérant joué par des leaders charismatiques, bénéficiant d'une véritable autonomie par rapport au parti, le montre. Bâtissant une relation privilégiée aux électeurs plutôt qu'à une masse importante d'adhérents, ceux-ci ont notamment cherché à s'assurer une suprématie à gauche, pour ensuite se « recentrer » sans pertes et devenir le principal concurrent du camp conservateur. Si la stratégie de François Mitterrand vis-à-vis du Parti communiste est désormais bien connue, on peut aussi citer celle de Felipe Gonzalez au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) : après que le parti eut adopté un label marxiste pour s'imposer dans l'opposition, Gonzalez l'a incité à délaisser rapidement ces oripeaux radicaux pour devenir un parti « attrape-tout » et ainsi conquérir le pouvoir en 1982.

D'autre part, outre la conquête du pouvoir, sa pratique interdit davantage encore de parler d'âge d'or. De fait, les politiques menées furent souvent caractérisées par une tendance « pro-marché » et orientées vers la compétitivité et la maîtrise des grands équilibres économiques. S'agissant des partis arrivant au pouvoir après une dictature, il faut reconnaître que la stabilisation démocratique constituait une priorité supérieure à la construction d'un Etat social (bien que celle-ci fasse partie des objectifs initiaux). De même, la modernisation de l'appareil productif était considérée comme plus urgente. Or, non seulement le faible développement des économies laissait peu de moyens aux gouvernements pour poursuivre des objectifs sociaux, mais la modernisation elle-même octroyait peu de marges de manœuvre pour « la mise en place d'une politique de distribution, ou d'une réforme coûteuse de l'Etat providence »²⁵. En Espagne, il faudra d'ailleurs une grève générale en 1988 pour que les dépenses sociales soient

25. Wolfgang Merkel, « Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas en Europe du Sud ? », in Mario Telò, (dir.), *De la nation à l'Europe. Paradoxes et dilemmes de la social-démocratie*, Bruxelles, Bruylant, 1993, p. 242.

augmentées ! Au Portugal, Mario Soares revendiqua d'être à la tête d'un gouvernement « austère, intransigeant et impopulaire pour assurer la reconstruction ». Le cas de la France fut différent, puisqu'à son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Pierre Mauroy mit en œuvre une stratégie keynésienne radicale, à laquelle il renonça face aux politiques restrictives de ses partenaires européens et à l'impossibilité de dévaluer davantage le franc sans sortir du Système monétaire européen.

Assez pragmatiquement, à la fois guidés par l'impératif de la conquête électorale et contraints par le contexte économique, les socialistes du Sud ont donc plutôt assumé et annoncé ce qui sera la nouvelle identité social-démocrate, idéologiquement faible, tactiquement flexible et adaptée aux nouvelles règles du paradigme néolibéral.

Avantages et coûts des « reconversions partisans » de la social-démocratie

De façon générale, la famille sociale-démocrate a bien été confrontée à un environnement particulièrement défavorable dans les années 1970-1980. Nous en avons dessiné les contours : la fin du paradigme keynésien et du *trend* de croissance de l'après-guerre, les transformations sociologiques des sociétés dites post-industrielles et la diversification des enjeux structurant la compétition politique. Elle a pourtant surmonté cette épreuve.

La social-démocratie a conservé son statut de « grande alternative partisane »

Si la social-démocratie ne s'est pas effondrée, c'est probablement parce qu'elle a suivi un processus de « reconversions partisans », que je me propose d'explorer au cours d'une recherche plus académique. Par l'expression de « reconversion partisane », j'entends l'ensemble des mutations engagées par un parti politique, dans le but de

répondre avec succès à l'obsolescence de son projet et à la déstabilisation de sa base sociale et des clivages qui le définissaient historiquement. L'enjeu est la survie de l'organisation ou en tout cas le maintien de son statut. A l'évidence, ce processus ne peut être identique pour tous les partis d'une même famille. Ceux-ci appartiennent à des traditions différentes de socialisme, reflétant des rapports spécifiques à la pratique du pouvoir, aux mouvements sociaux, à la vie intra-partisane. Ils évoluent aussi dans le cadre d'histoires nationales, de systèmes partisans, de types d'économies et d'Etat social qui n'offrent pas les mêmes structures d'opportunités et de contraintes.

C'est pourquoi chaque parti combine nécessairement différemment les trois types de mutations recouverts par le terme de « reconversion partisane » : à savoir la redéfinition du projet politique (quels objectifs et quels types de politiques se substituent aux précédents) ; la recomposition de la base électorale (comment la coalition d'électeurs du parti se transforme) ; les changements organisationnels (comment les règles institutionnelles et les rapports de

pouvoirs au sein du parti sont modifiés). De ce point de vue, le *New Labour* offre par exemple une certaine cohérence entre son évolution idéologique vers la « Troisième Voie », l'augmentation de la part des classes moyennes salariées (dont les managers) dans son électorat et la perte de pouvoir en interne des syndicats et des adhérents « activistes », au profit des leaders parlementaires et des adhérents « ordinaires ».

Une fois rappelée l'importance des trajectoires nationales, nous pouvons néanmoins évoquer deux tendances générales connues, qui concernent le *projet* porté par la social-démocratie. Il s'agit d'une part de l'ouverture croissante au libéralisme culturel et aux préoccupations environnementales. L'appropriation d'enjeux « postmatérialistes » s'est avérée nécessaire pour répondre aux pressions des nouveaux mouvements sociaux et à l'essor des nouvelles couches moyennes salariées. Elle fut visible dans la promotion de libertés dites sociétales ou individuelles (égalité hommes-femmes, droits des homosexuels, etc.), ou encore dans un mouvement progressif de défiance

vis-à-vis du nucléaire civil²⁶. D'autre part, il s'agit de la « néo-libéralisation » de la social-démocratie, c'est-à-dire son assimilation d'un système idéologique bâti sur la supériorité du marché et de la compétition comme modes d'organisation de la société, et dont l'une des caractéristiques fut de transcender les frontières partisanes habituelles²⁷. De façon schématique, cette assimilation signifie que les sociaux-démocrates ne contestent plus que tout programme social soit désormais subordonné à des politiques visant à créer l'environnement le plus favorable à l'initiative privée et aux intérêts des multinationales et des détenteurs de capitaux. Le plein emploi, la redistribution des richesses et du pouvoir économique passent désormais après la maîtrise des comptes publics et de l'inflation, et les *desiderata* des « marchés ».

Il faut néanmoins se garder d'une posture de condamnation un peu facile. S'il est légitime de contester de

26. Fabien Escalona, « Les sociaux-démocrates et la question du nucléaire civil », Notes de la Fondation Jean-Jaurès - Observatoire de la social-démocratie, 1^{er} septembre 2011.

27. Stéphanie Lee Mudge, « What is neo-liberalism ? », *Socio-Economic Review*, n°6, 2008, pp. 703-731.

nombreux aspects des « reconversions partisans », les réduire à une « trahison » affaiblirait le propos. En effet, il ne faut pas oublier que d'autres évolutions économiquement « plus à gauche » ont été tentées et se sont plutôt soldées par des échecs. Ce fut notamment le cas sur le plan électoral en Grande-Bretagne et en Allemagne. En revanche, la « nouvelle social-démocratie » des années 1990, combinant rhétorique de gauche, concessions néolibérales et engagements en faveur des « minorités » visibles ou sexuelles, le tout souvent défendu par un leader charismatique, parvint à regagner le chemin du pouvoir. Le *New Labour* de Tony Blair remporte ainsi les élections de 1997 après dix-huit ans d'opposition, tandis qu'en 1998 le SPD de Gerard Schröder revient au gouvernement après seize années d'attente ! En résumé, et malgré la crise actuelle, il ne faut pas oublier que malgré les différents « chocs » subis à l'issue des Trente Glorieuses, la social-démocratie en tant que famille partisane a conservé son statut de « principale alternative partisane » face aux conservateurs. Or, cela n'avait rien d'une évidence aux yeux de bien des observateurs avisés de l'époque...

De plus, l'option néolibérale ne fut pas adoptée sans « logique », si l'on suit l'argumentation du politologue australien Ashley Lavelle. Avec l'effondrement de la croissance, explique-t-il, les solutions keynésiennes rentraient en conflit avec les exigences du capital. Le temps était fini où les sociaux-démocrates avaient le luxe de ne pas choisir entre les intérêts de l'offre, le plein emploi et l'amélioration des niveaux de vie. Dès lors, s'est opéré le choix (sous contraintes) de politiques néolibérales, permettant au capital d'assouvir son besoin d'accumulation, en accédant à des sphères de l'économie que la régulation ou la propriété étatique lui interdisait auparavant. Or, ce choix n'est pas une trahison dans le sens où il a sa part de *cohérence* avec le sentier de dépendance que nous avons retracé dans la première partie. Le soutien accordé aux « managers » du capitalisme, selon Lavelle, est en effet en accord avec un des traits identitaires de la social-démocratie, à savoir son « acceptation des limites posées par les institutions politico-économiques existantes, et son désir pour la paix sociale »²⁸.

28. Ashley Lavelle, *The Death of Social Democracy*, Aldershot, Ashgate Publishing Limited, 2008, p. 33.

La crise actuelle de la social-démocratie

Si avantages il y eut manifestement en termes d'occupation du pouvoir, il est probable que bien des conséquences des « reconversions » jouent actuellement un rôle dans la triple crise que subit la social-démocratie. L'impact de l'assimilation du paradigme économique néolibéral en fait partie. Certes, d'autres facteurs sont à prendre en compte, liés à la personnalité des leaders, à la crédibilité des sociaux-démocrates sur des thématiques régaliennes, ou à leur difficulté d'incarnation de valeurs populaires. Cela dit, les carences sur le terrain socioéconomique sont pointées par de nombreux spécialistes, comme une explication partielle mais puissante et générale à la « coupure » qui s'est opérée avec des segments importants de l'électorat de gauche.

De fait, la social-démocratie dans son ensemble connaît actuellement une crise électorale, qui s'est traduite ces dernières années par une diminution nette de sa moyenne électorale aux élections législatives nationales. Par ailleurs, lors des dernières élections européennes de juin 2009, le

groupe du Parti socialiste européen (PSE) a perdu seize sièges par rapport au scrutin de 2004. Ses parlementaires représentaient 35 % de l'hémicycle en 1994, contre seulement 25 % en 2009, et encore en changeant de nom pour intégrer les démocrates italiens ! La « vague rose » de la fin des années 1990 s'est donc révélée bien éphémère : à peine une hégémonie sociale-démocrate sur l'Europe semblait-elle se dessiner qu'elle fut réduite à néant par une succession de défaites.

Il faut dire que, lors de cette « vague rose », les inégalités et l'insécurité économiques avaient permis aux sociaux-démocrates, tout recentrés soient-ils, de faire campagne sur la question sociale en étant plus crédibles et plus rassurants que leurs concurrents. Pour autant, leur programme en la matière était en large partie dépendant de l'approche néolibérale qu'ils avaient embrassée en matière économique. Par conséquent, leur action réelle sur les maux sociaux risquait d'être réduite à peu de choses au pouvoir et donc de décevoir un nombre croissant d'électeurs, notamment ceux des couches populaires. De fait,

durant les années où les sociaux-démocrates dominèrent la scène politique européenne, les inégalités de revenus ont continué à s'accroître. Ce qui a eu tendance à « décrédibiliser [...] la principale promesse de la gauche réformatrice : représenter les intérêts économiques et sociaux des “petites gens” plus efficacement que les autres partis »²⁹.

Le bilan de la « Troisième Voie » britannique (bien que contrasté) illustre assez bien le divorce d'avec les intérêts des classes populaires. De façon générale, les néo-travailleurs menés par Tony Blair ont perdu en sens critique vis-à-vis des conséquences du libre jeu du marché. La croissance se fondait sur un endettement privé insoutenable, alimenté par une sphère financière puissante ; une logique managériale progressa au sein du secteur public, s'avérant bureaucratique et peu attentive aux besoins sociaux ; et, au total, de nombreux indicateurs attestent d'une augmentation ou au mieux d'une stabilisation d'inégalités

29. Ernst Hillebrand, « L'incontournable réorientation de la gauche européenne », *Le Débat*, n°151, 2008, p. 29.

considérables. Quatre millions de voix furent perdues sous le magistère de Tony Blair et on estime qu'entre 1997 et 2010, pour un électeur en moins dans les couches moyennes, les travaillistes en perdaient trois dans les couches à bas revenus³⁰.

Or, la philosophie générale de la « Troisième Voie » et ses conséquences réelles (en termes de dérégulation du marché du travail ou de privatisations) peuvent aussi se repérer dans d'autres bastions sociaux-démocrates, en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suède. Le cas français est quelque peu particulier, dans la mesure où Lionel Jospin s'est opposé à l'offensive idéologique de Tony Blair. Toutefois, des critiques à gauche de la gauche intentèrent aussi un procès en « social-libéralisme » au gouvernement français de 1997-2002³¹. Si des enjeux intérieurs furent évoqués, c'est surtout l'acceptation du cadre européen des traités d'Amsterdam et de Nice qui fut critiquée. Sous prétexte de

30. Fabian Society, *The Labour Leadership*, www.fabians.org.uk, 2010, p. 56.

31. Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française*, Paris, La Découverte, 2001.

ne pas entraver la construction communautaire, auraient été avalisées une logique de concurrence et une perte de contrôle de la politique monétaire, détruisant les conditions de la politique progressiste par laquelle se justifiait pourtant l'engagement pro-européen ! Quoi qu'il en soit de ce débat redoutable à trancher (le rapport de forces ne jouait certes pas en faveur de la voie « traditionnelle » défendue par Jospin), le candidat du Parti socialiste essuya en 2002 un très lourd revers non seulement auprès des électeurs en général, mais en particulier auprès de l'électorat populaire.

On aurait cependant pu s'attendre à ce que les sociaux-démocrates profitent globalement de leur nouveau positionnement sur les classes moyennes qualifiées. C'est oublier que la dynamique démographique de ces dernières ne dit rien sur leur masse. Autrement dit, leur large captation ne suffit pas forcément à faire basculer un rapport de forces électoral, alors que la (re)conquête des couches populaires, si. Premièrement parce que le déclin démographique de la classe ouvrière est souvent exagéré.

Deuxièmement, parce qu'on assimile souvent à tort le déclin de la classe ouvrière traditionnelle (les « cols bleus » travaillant dans les secteurs industriels anciens) et celui des classes populaires dans leur ensemble (incluant notamment les employés) qui constituent encore une majorité de l'électorat potentiel.

Les deux autres dimensions de la crise actuelle de la social-démocratie ont directement à voir avec tous les éléments que nous venons d'évoquer. La crise de projet, tout d'abord, puisqu'en raison de l'intégration plus ou moins prononcée du paradigme néolibéral à son identité, la social-démocratie est apparue sans alternative claire et lisible à offrir, au moment même où éclatait la crise d'un système économique auquel elle a fini par être associée. La crise identitaire, ensuite, dans la mesure où le « noyau dur » de l'identité sociale-démocrate semble avoir été atteint par le recentrement de ces dernières années. C'est-à-dire celui qui renferme la « raison d'être » de la social-démocratie : le traitement de la question sociale ou, autrement dit, la médiatisation des intérêts des « perdants » du système.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE

Incontestablement, la crise actuelle du capitalisme rebat les cartes et met à l'épreuve une social-démocratie « changée », dont nous avons grossièrement décrit l'avènement. Le premier défi, celui dont l'urgence est devenue quasi quotidienne pour certaines nations, réside dans les derniers développements de la crise financière, qui en Europe prend les traits d'une crise des dettes souveraines.

Face à la crise financière

Dans un premier temps, les gouvernements européens ont semblé utiliser des remèdes keynésiens. La majorité d'entre eux étant conservatrice, l'hypothèse a été faite que la social-démocratie se faisait « piquer ses recettes », ce qui aurait d'autant plus contribué à gommer sa spécificité. Certes, les Etats de l'Union européenne (UE) ont évité l'effondrement des institutions bancaires au moyen de différentes aides, tout en pratiquant des *stimuli* budgétaires destinés à éviter la récession.

Toutefois, la gestion de la crise s'est révélée parfaitement conforme à la doctrine néolibérale : les plans de sauvetages du secteur financier ont consisté en une socialisation des pertes, suivie d'une privatisation des profits retrouvés ; puis l'ajustement a commencé à peser sur la majorité de la population, via l'austérité salariale et le recul des droits sociaux. Ainsi, cette année, « l'impulsion budgétaire – autrement dit l'effet net des mesures de relance et des restrictions budgétaires – devrait être négative à peu près partout en Europe »³². Alors que le défaut de coopération est classiquement identifié comme la cause de l'impossibilité de stratégies keynésiennes nationales, cette fois-ci la coopération s'est enclenchée, mais au profit de stratégies déflationnistes ! Celles-ci sont en partie le fruit de la pression des marchés financiers et des agences de notation. Or parmi les pays les plus soumis à cette pression figurent justement des États dirigés par des gouvernements socialistes.

32. Attac, *Le piège de la dette publique*, Paris, Editions Les liens qui libèrent, 2011, p. 72.

Les socialistes du Sud face à la crise

Le cas le plus tragique est celui de la Grèce : Georges Papandréou, après une cure d'opposition depuis 2004, est en effet arrivé au pouvoir avec un agenda de réforme centré sur la transparence étatique, la « croissance verte » et un programme de relance modérée³³. Après avoir subi des attaques spéculatives mettant en danger sa capacité de remboursement, le pays a négocié plusieurs versions d'un « plan d'aide » avec la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Soumise à des contrôles mettant à mal sa propre souveraineté, la Grèce a mis en œuvre un ensemble de mesures d'austérité draconiennes, dignes de la potion néolibérale la plus amère : coupes budgétaires multiples, réductions des droits sociaux, hausses de taxes en tous genres, dérégulation du marché du travail, privatisations massives... Outre les tensions produites dans le corps social, le choc récessif sur l'économie a été tel que la

33. Gerassimos Moschonas et Andreas Pantazopoulos, « Le Pasok et le rêve brisé de la Grèce », *La Revue socialiste*, n°39, 3^{ème} trimestre 2010, p. 42.

situation financière s'est encore détériorée ! Quant au dernier accord noué le 21 juillet 2011 et censé répondre à ce problème, il n'a fait qu'entériner le choix de l'austérité. La décision de mise à contribution des créanciers privés apparaît quant à elle ambiguë, puisque ces derniers se sont vus offrir comme contrepartie de pouvoir se défaire à l'avenir des titres de dettes jugés trop risqués sur le fonds européen de stabilité financière³⁴.

Les socialistes furent aussi à la manœuvre de plans d'austérité au Portugal. Souffrant de langueur depuis les années 2000, l'économie de ce pays doit essentiellement ses difficultés aux effets de la concurrence des pays à bas coûts salariaux, aux retards technologiques de son appareil productif et à un euro trop élevé pour elle³⁵. Devant les effets de la crise sur les comptes publics et la dépendance du pays aux capitaux étrangers, le Premier ministre Socrates a choisi d'augmenter les impôts (notamment la TVA) et de

34. Benjamin Coriat et Christopher Lantenois, *L'imbroglia grec. La dette souveraine prise au piège de la zone euro*, www.atterres.org, juillet 2011.

35. Jacques Adda, « L'élan brisé du Portugal », *Alternatives Économiques*, juin 2011.

diminuer les salaires dans la fonction publique, dans un pays déjà rongé par la précarité. De telles décisions lui ont d'ailleurs aliéné les principales centrales syndicales du pays qui, à la fin 2010, ont organisé une grève générale pour la première fois depuis vingt-deux ans. Son incapacité à faire passer un quatrième train de mesures de rigueur amena à sa démission et à la défaite socialiste aux élections législatives de juin 2011, non sans que José Socrates ait auparavant négocié une aide de 78 milliards d'euros avec l'UE, la BCE et le FMI. En échange de davantage d'austérité...

L'Espagne n'échappe pas au destin des pays dits périphériques qui sont en première ligne de la crise de l'euro. Tout comme au Portugal et en Grèce, l'endettement privé et public espagnol semblait indolore dans la mesure où l'inflation « mangeait » les bas taux d'intérêts permis par la monnaie unique. Au point qu'en 2009, la dette totale espagnole s'élevait à plus de 500 % de sa richesse annuelle, boostée par une bulle immobilière que les socialistes dirigés par Zapatero se sont toujours refusés à affronter. Le

Partis socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir s'est en fait « coulé » dans un régime de croissance efficace en apparence, permettant des « cadeaux » réguliers à la population, sans vision d'ensemble. Sans surtout remédier au rôle disproportionné joué par le secteur de la construction et les risques que son déclin pouvait causer sur le reste de l'économie, comme l'infestation du système bancaire par des créances devenues douteuses. D'autant plus que le boom de ce secteur permettait d'occulter un certain retard industriel, ainsi que les injustices du modèle social espagnol.

Ce manque de prévoyance s'est doublé d'une dénégation de l'importance de la crise et d'hésitations dans la conduite à tenir, jusqu'à l'annonce d'un plan de rigueur début 2010, suivi peu après d'annonces supplémentaires, en raison des spéculations sur les titres de dette espagnole³⁶. Alors que le chômage a atteint 20 % de la population active, la population devra donc supporter des coupes dans les

36. Paul Kennedy, « Spain : phoenix turned to ashes », *Renewal*, vol. 19, n°1, 2011, pp. 10-15.

investissements publics, la diminution des salaires de la fonction publique, le gel des pensions de retraites, la suppression de certaines prestations sociales et la mise en œuvre d'« une nouvelle réglementation du marché du travail, qui favorise la flexibilité horaire et diminue les coûts d'un licenciement »³⁷. D'où d'ailleurs une confrontation avec le mouvement syndical, qui a lancé une grève générale fin septembre 2010, soit la première de l'ère Zapatero.

Au vu de ces éléments, il apparaît que la social-démocratie au pouvoir, observée sous son expression « méditerranéenne », ne semble plus avoir de spécificité qui la distingue des autres partis de gouvernement sur le plan économique et social. Alors qu'elle a été une force d'impulsion, la social-démocratie ne semble plus vouée qu'à se conformer à l'orthodoxie économique du moment. Comme dans les années 1930, qui virent les sociaux-démocrates désemparés face à la crise économique, avant que des conceptions alternatives, formalisées notamment par

37. Bruno Amable, « Comme si la crise n'avait jamais eu lieu », *Libération*, 28 septembre 2010.

l'Ecole de Stockholm ou les travaux keynésiens, ne leur donnent de nouvelles perspectives.

Quelle alternative à une gestion néolibérale de la crise ?

Tous les sociaux-démocrates sont cependant concernés par la crise des dettes souveraines, d'une part en raison des « pactes » de rigueur que nouent actuellement les conservateurs et sur lesquels il faudra bien se positionner une fois au pouvoir ; d'autre part en raison de l'accélération des événements et des soubresauts boursiers de cet été.

Face à la crise en général, le Parti socialiste européen (PSE) réclame depuis longtemps un plan d'investissement coordonné plutôt qu'une course à l'austérité, marquant ainsi sa distance vis-à-vis de la doctrine néolibérale. Quant à la lutte contre la spéculation sur les dettes en particulier, il préconise notamment la création d'« eurobonds », c'est-à-dire un mécanisme de mutualisation des dettes souveraines au niveau de la zone euro, censée les protéger de la spéculation. Cette mesure, relayée en France par

plusieurs candidats socialistes aux primaires, pose néanmoins une série de difficultés, notamment quant à ses modalités d'application. Premièrement, elle nécessite une modification des traités, ou en tout cas l'aval des 17 pays de la zone euro, ce qui ne répond pas au besoin de réactivité devant d'éventuelles attaques spéculatives. Deuxièmement, si sa mise en œuvre est couplée à des procédures de surveillance budgétaire accrues pour complaire au gouvernement allemand, la valeur ajoutée du dispositif en serait nettement amoindrie : le plus important reste en effet de rompre avec les politiques d'austérité draconiennes, tout du moins tant que l'emploi et l'activité demeurent aussi déprimés. Troisièmement, si une portion seulement des dettes est ainsi mutualisée, la portion de la dette restante de chaque État risque d'être soumise aux mêmes pressions du capital financier qu'aujourd'hui, peut-être même plus aiguës, ce qui là encore remet en cause l'objectif initial poursuivi par les eurobonds³⁸.

38. Ludovic Lamant, « Les euro-obligations ne peuvent résoudre à elles seules la crise », www.mediapart.fr, 17 août 2011.

Plus fondamentalement, cette solution implique de continuer à s'en remettre aux marchés financiers. Et donc de s'exposer à leur tutelle sur les politiques publiques, pourtant devenue insupportable socialement et contre-productive sur le plan de l'efficacité économique. A moins que cette mesure ne soit couplée à un changement de rôle et de statut de la BCE, qui obtienne le droit de financer directement les Etats. Cela représenterait la fin d'une « anomalie » européenne, qui a permis aux marchés de se déchaîner sur une zone monétaire pourtant en relative bonne santé comparée aux autres pays riches. Mais cela impliquerait aussi une modification des traités... tout comme la remise en cause d'une autre disposition sur laquelle la position sociale-démocrate européenne semble encore à clarifier : la libre circulation des capitaux entre la zone euro et les pays tiers. Elle est en effet liée à la question des dettes souveraines, car sans elle la spéculation n'aurait pas pu prendre la même ampleur. Elle revient surtout à accorder potentiellement un pouvoir d'intervention sur la nature des politiques économiques d'un pays, à « une communauté tierce [les investisseurs internationaux] qui

n'est pas celle du contrat social »³⁹. Il y a là un problème de principe à clarifier pour les sociaux-démocrates soucieux de « mettre la finance au service de l'économie ».

Parmi les « angles morts » des discours actuels sur la crise des dettes souveraines, que nous ne signalons pas par malice mais bien pour donner la mesure des défis à relever et des « impensés » à traiter, figure encore la légitime affirmation selon laquelle une réponse sociale-démocrate viable nécessite d'être formulée à l'échelle de l'Union européenne. Or, les meilleurs arguments mobilisés pour cette proposition risquent de buter sur le problème du tempo. Il faut en effet rappeler que, malgré les progrès accomplis, l'idée d'une « *multinational social democracy* » peine à se concrétiser depuis vingt ans, en raison certes des contraintes institutionnelles de l'Union, mais aussi parce que l'homogénéité de la famille sociale-démocrate est loin d'être évidente. N'oublions pas que le « sentier de dépendance » de la

39. Frédéric Lordon, « Europe : la crise n'a peut-être pas dit son dernier mot », www.marianne2.fr, dimanche 21 novembre 2010.

social-démocratie a conduit à vider de sa substance son internationalisme et à renforcer le caractère national des partis qui la composent. Il faut cependant signaler ici les récentes initiatives de rapprochement entre Parti socialiste et SPD, incontournables pour préparer l'éventualité d'un moteur franco-allemand progressiste en 2012-2013... En cas de tempête financière brutale, les peuples n'auraient en tout cas guère le temps d'attendre que les socialistes aient enfin atteint la « taille critique » nécessaire à une politique en leur faveur.

Cette dernière remarque soulève en fait une question essentielle, qui est celle de la stratégie sociale-démocrate pour réorienter la construction européenne. Notons que, suite aux thèses produites sur la « démondialisation », un débat agite actuellement la gauche de la gauche pour savoir dans quelle mesure des décisions unilatérales peuvent être pertinentes, à la fois vis-à-vis du rapport de forces à créer et vis-à-vis du projet de société défendu. De leur côté, si plusieurs partis sociaux-démocrates parviennent de nouveau à former un gouvernement, sans pour autant

qu'une « vague rose » ne submerge l'Union européenne à 27, ceux-ci sont-ils prêts à déroger à certaines règles de l'Union ? Ou considèrent-ils comme dangereuse une telle éventualité ?

Face à la crise écologique

Nous l'avons dit, le Parti socialiste européen est favorable à l'organisation d'une relance coordonnée. Le but est de permettre le retour à la croissance, présenté à juste titre comme une bien meilleure façon de réduire l'endettement que l'austérité. Ainsi, les leçons du keynésianisme ne seraient pas totalement obsolètes. Dans l'urgence qui est la nôtre et dans le cadre de notre mode de développement actuel, c'est même une certitude. Cependant, c'est oublier un peu vite que la crise actuelle est aussi une crise écologique.

Parmi les sources des difficultés de nombreux ménages défavorisés (dont certains furent encouragés à s'endetter), Alain Lipietz pointe ainsi les coûts de l'énergie et de la

nourriture : « le problème de cette grande crise n'est pas en dernier ressort la finance », affirme-t-il, mais le fait que « l'économie mondiale produit trop pour trop de pauvres insolubles et produit mal en faisant trop pression sur la Terre »⁴⁰. A cela s'ajoute évidemment le problème du réchauffement climatique et les risques qu'il fait peser sur nos civilisations (post)industrielles. Or, comme le laissait voir l'examen de « l'âge d'or » social-démocrate, le keynésianisme reste un productivisme. Fût-il « vert et continental », comme l'espèrent de nombreux socialistes européens, un tel paradigme répondrait mal à un certain nombre de défis que la social-démocratie traite encore de loin (la remarque s'appliquant d'ailleurs à la plupart des autres forces politiques).

Le premier d'entre ces défis est celui de la crédibilité de la « croissance verte ». Dans un livre à succès, l'économiste Tim Jackson a remis en cause l'idée d'un découplage possible entre croissance du PIB, consommation des

40. Alain Lipietz, *Face à la crise : l'urgence écologiste*, Paris, Textuel, 2009, p. 21.

ressources et émissions de CO₂⁴¹. Jean Gadrey qualifie même cette idée d'« utopie scientifique ». Notant au passage qu'une croissance de 2 % par an durant ce siècle aboutirait à produire six fois plus de quantités, il souligne la raréfaction absolue des minerais de base essentiels à notre croissance, mais aussi aux technologies vertes décrites comme la panacée. Autre argument non valable selon lui, celui d'une croissance qui se voudrait « immatérielle », dont les thuriféraires oublient le bilan carbone réel : « Les pays où les services occupent le plus de place dans l'économie [sont] ceux dont l'empreinte écologique est la plus lourde ! »⁴².

Le second défi est celui du caractère souhaitable de la croissance à moyen terme, clairement articulé à celui des effets bénéfiques douteux de son verdissement. L'économiste et eurodéputé écologiste Pascal Canfin s'est ainsi livré à quelques calculs, afin de déterminer le niveau de croissance qui resterait compatible avec les importantes

41. Tim Jackson, *Prosperité sans croissance*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

42. Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les petits matins/*Alternatives Economiques*, Paris, 2010, p. 60.

réductions des émissions de gaz à effet de serre préconisées par les experts internationaux du climat. Travaillant sur le cas français et prenant en compte les progrès enregistrés permettant de réduire le carbone consommé par unité de production, Canfin aboutit à la conclusion que « tant pour des causes énergétiques que pour des causes climatiques », la « croissance maximale admissible » se situe au niveau de 1,5 % par an⁴³. Gadrey le rejoint, estimant que pour aller légèrement au-delà, une réduction des émissions-carbone de 6 % par an et par unité produite serait nécessaire, ce qu'« aucun scénario crédible ne permet [d'] envisager »⁴⁴.

Le troisième défi est celui de la crédibilité d'une perspective de croissance « tout court », même hors contraintes écologiques. Sur le long terme, le ralentissement progressif de la croissance du PIB depuis les Trente Glorieuses est en effet frappant. S'inscrivant dans une tradition hétérodoxe

43. Pascal Canfin, « Ecologie, emploi, inégalités : pour une nouvelle synthèse progressiste », *Esprit*, mars-avril 2011, pp. 66-76.

44. Jean Gadrey, *op.cit.*, p. 54.

de l'économie politique, Foster et Magdoff défendent la thèse selon laquelle la tendance du capitalisme, dans nos économies matures, serait à la stagnation. Décrivant la crise financière contemporaine, ils l'interprètent comme le fruit de cette stagnation, dans la mesure où des capitaux en suraccumulation se détournent des investissements productifs aux perspectives de rentabilité faibles, pour s'engouffrer dans les opportunités artificielles qu'offrent le marché financier global et ses produits de plus en plus sophistiqués. La croissance serait ainsi dopée par la dette, mais cette contre-tendance à la stagnation, outre son instabilité intrinsèque, fonctionne de moins en moins. Aux Etats-Unis, la richesse créée par chaque dollar de dette a ainsi diminué de deux tiers entre les années 1970 et les années 2000⁴⁵. Certes, le régime d'accumulation américain a sa part de spécificité, comme l'a récemment montré Robert Boyer⁴⁶. Cela dit, l'hypothèse de la tendance à la stagnation se trouve confortée par les chiffres de la Banque mondiale, indiquant que la moyenne décennale de

45. John B. Foster et Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis*, New York, Monthly Review Press, 2009.

46. Robert Boyer, *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica, 2011.

croissance du PIB global est passée de 5,5 % dans les années 1960 à 2,5 % pour la décennie 2000, par suite d'une diminution régulière du niveau de chaque palier. Même le boom des nouvelles technologies n'a pas inversé cette tendance, que la récente crise a au contraire accentuée. Par ailleurs, en France comme dans d'autres pays européens, la pente des taux de croissance par habitant est clairement descendante sur les quarante dernières années.

C'est pourquoi le théoricien des systèmes-mondes Immanuel Wallerstein considère que la phase actuelle de déclin du capitalisme n'est pas semblable aux précédentes : à une phase expansive exceptionnelle entamée dans l'après-guerre, aurait donc succédé une phase de stagnation elle aussi inédite. Tous les coûts de production (main d'œuvre ; intrants ; impôts) ont tendance à augmenter, observe-t-il, tandis que le « dopage » de la demande par la dette est à bout de souffle. D'où le risque d'une dépression durable...⁴⁷

47. Immanuel Wallerstein, « Crises de l'économie-monde et dépassement du capitalisme : années 1970-années 2000 », *Actuel Marx*, n°48, 2nd semestre 2010, pp. 178-194.

CONCLUSION

Cet essai est revenu sur la dialectique entre moments de crises et moments de succès de la social-démocratie : la résolution des premiers a souvent nourri les seconds, qui ont eux aussi contribué à façonner l'identité sociale-démocrate, laquelle s'est révélée plus ou moins adaptée à des contextes économiques, culturels et écologiques changeants. Or, nous voilà au carrefour des possibles, les sociétés occidentales étant de nouveau confrontées à l'un de ces moments de crise où, selon la formule de Gramsci, le vieux se meurt et le jeune hésite à naître.

Si l'on en croit Wallerstein, la situation actuelle consisterait en une « bifurcation systématique » : parvenue à un point de déséquilibre limite, la configuration actuelle du capitalisme serait appelée à basculer vers un ordre différent, qui pourrait représenter le meilleur comme le pire ! Le seul avantage apparent de cette phase d'incertitude consiste en ce que toutes les options resteraient encore ouvertes. Dans ce contexte, la social-démocratie apparaît encore toutefois

en quête identitaire. En témoignent les nombreux ouvrages et conférences consacrés aux difficultés et aux scénarios d'avenir de cette force politique, à qui l'on ne peut certes pas reprocher son manque d'introspection !

La question principale posée par ce moment de bifurcation est au fond assez simple : la social-démocratie subira-t-elle ou agira-t-elle sur l'histoire ? Si l'on suit l'historien Tony Judt, la social-démocratie fut traditionnellement porteuse d'une « mystique » qui n'a pas perdu de sa pertinence : la lutte contre les inégalités, condamnables à la fois sur le plan moral et sur le plan de l'efficacité de la société. Car il n'est pas vrai que cette dernière puisse fonctionner durablement sur la rivalité exacerbée des uns envers les autres, qui produit au contraire des pathologies sociales, ni que les citoyens s'en accommodent. Faisant écho aux préoccupations actuelles sur les valeurs que la social-démocratie pourrait mobiliser face aux conservateurs et aux droites radicales, Judt affirme que la social-démocratie a quelque chose à préserver : l'idée que la vie économique (et nous ajoutons politique) doit se soumettre à des règles morales,

à des impératifs communs exprimés par la majorité sociale. Et que des institutions, dont l'État social édifié au cours du XX^{ème} siècle fait partie, doivent exister pour garantir cette soumission⁴⁸.

Cela renvoie donc à la « primauté de la politique », mais aussi à la capacité de la social-démocratie à mobiliser la communauté souveraine, par une rhétorique de solidarité qui se confronte à celle, particulariste et xénophobe, des populismes de droite⁴⁹. Affronter ces derniers, comme l'expliquait déjà René Cuperus en 2004, suppose à la fois de revenir sur le terrain de la confrontation idéologique et de prouver aux couches sociales déstabilisées par la globalisation économique et culturelle que les sociaux-démocrates sauront répondre aux maux dont ils souffrent.

Pour en revenir à l'interrogation au cœur de cette conclusion (subir ou modeler l'histoire), il n'est pas question ici de

48. Tony Judt, *Ill Fares the Land*, Penguin Group USA, 2011.

49. Sheri Berman, *The Primacy of Politics: Social Democracy And the Making of Europe's Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

s'exposer au ridicule éventuel de la prédiction historique. Que l'on nous permette cependant d'exprimer une dernière intuition : pour être à la hauteur de ces temps troublés et parvenir à penser et défendre un nouveau modèle de développement humain, la social-démocratie se devra certainement de muter à nouveau et profondément. Le défi qui s'impose à elle et qui résume tous les autres consiste donc à « redevenir iconoclaste »⁵⁰.

50. Selon le souhait de Gerassimos Moschonas (1994).

Bibliographie sélective

Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'utopie à l'épreuve – Le socialisme européen au XX^{ème} siècle*, Paris, de Fallois, 1996.

Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989.

Sheri Berman, *The Primacy of Politics: Social Democracy And the Making of Europe's Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, *La social-démocratie et l'avenir*, Paris, Gallimard, 1976.

John Callaghan, Nina Fishman, Ben Jackson et Martin McIvor, (dir.), *In search of Social Democracy. Responses to crisis and modernisation*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2009.

Pascal Delwit (dir.), *Où va la social-démocratie ?*, Bruxelles, ULB, 2004.

Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003.

Eric Dupin, *Sortir la gauche du coma*, Paris, Flammarion, 2002.

Fabien Escalona, « La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ? », *Notes de la Fondation Jean Jaurès - Observatoire de la social-démocratie*, février 2011.

Emmanuel Jousse, « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) », *Les Cahiers Irice* (CNRS), Cahier n°2, 2008.

Herbert Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Ashley Lavelle, *The Death of Social Democracy*, Aldershot, Ashgate Publishing Limited, 2008.

Marc Lazar (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.

Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie* - Brochure de Junius, 1917.

Pierre Martin, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe Occidentale depuis 1945 ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 14, n°2, 2007.

Gerassimos Moschonas, *In the name of social democracy. The Great Transformation: 1945 to the present*, Londres et New York, Verso, 2002.

Gerassimos Moschonas, « Social-démocratie européenne : comment sortir de l'impasse ? », www.mediapart.fr, 30 mai 2009.

Donald Sassoon [1996], *One Hundred Years of Socialism*, Londres, IB Tauris, 2010.

Le Prix de la Fondation Jean-Jaurès

Le Prix de la Fondation Jean-Jaurès récompense un mémoire universitaire dont le sujet porte sur l'histoire du mouvement socialiste, français ou étranger, des origines à aujourd'hui : étude des organisations politiques et militantes, de leur implantation géographique, sociale et électorale, mais aussi analyse des événements marquants et des idées du socialisme, ou parcours de responsables nationaux et locaux.

contact : merel@jean-jaures.org

Comité de lecture

Président

Alain Bergounioux, président de l'OURS, directeur de la *Revue socialiste*, professeur associé à Sciences Po Paris.

Membres

Fabrice d'Almeida, professeur à l'Institut français de presse, université Panthéon-Assas Paris 2 ;

Christian Bougeard, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bretagne occidentale (Brest), chercheur au Centre de recherche bretonne et celtique ;

Gilles Candar, président de la Société d'études jaurésiennes, professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans) ;

Noëlline Castagnez, maître de conférences à l'université d'Orléans, chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po Paris ;

Jean-William Dereymez, directeur adjoint de l'Institut d'études politiques de Grenoble ;

Frank Georgi, maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1, chercheur au Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle ;

Hélène Hatzfeld, docteur d'Etat en science politique, Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie du ministère de la Culture et de la Communication ;

Marc Lazar, professeur à Sciences Po Paris et à l'université Luiss Guido Carli (Rome) ;

Gilles Morin, docteur en histoire, professeur à la Cité scolaire Marie-Curie (Sceaux), chercheur associé au Centre d'histoire sociale du XX^{ème} siècle.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-028-1

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achévé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

SEPTEMBRE 2011

Fabien Escalona

La social-démocratie, entre crises et mutations

Cet essai propose une réflexion sur la dialectique à l'œuvre dans l'histoire de la social-démocratie, entre crises et mutations de cette famille politique.

Une attention particulière est accordée à la « reconversion » entamée depuis la fin des années 1970 : alors qu'elle semble avoir permis aux partis sociaux-démocrates de conserver leur statut de grande force politique d'alternance, il est à redouter que son héritage pèse négativement dans la réponse à apporter à la crise actuelle du capitalisme financier.

Dressant un tableau des défis posés à la social-démocratie, l'auteur s'interroge sur sa capacité à modeler l'avenir.

www.jean-jaures.org



9 782362 440281

ISBN : 978-2-36244-028-1

6 €